

L'instabilité politique risque de ralentir les réformes, prévient le FMI

LE RÉSUMÉ

Malgré les élections qui approchent, la Belgique doit veiller à **ne pas ralentir le train des réformes**, sous peine de voir la croissance économique s'éroder, met en garde le Fonds monétaire international.

Parmi ces réformes, le **jobsdeal** et la **réduction du déficit budgétaire** figurent en tête.

JEAN-PAUL BOMBAERTS

Avec la perspective d'élections au printemps prochain, le Fonds monétaire international (FMI) lance une mise en garde: la Belgique doit veiller à ne pas ralentir le train des réformes, sous peine de voir la croissance économique s'éroder. Parmi ces réformes, le jobsdeal et la réduction du déficit budgétaire figurent en tête. Chaque année à cette période, une délégation du FMI effectue une visite de travail en Belgique. L'occasion de prendre le pouls de l'économie belge et d'adresser des recommandations aux autorités. Cette surveillance est prévue à l'article IV des statuts du FMI. Les recommandations, formulées à titre provisoire, seront coulées dans un rapport qui sortira en mars 2019. La délégation du FMI était emmenée par l'économiste américano-roumaine Delia Velculescu.

Le FMI constate que la Belgique a enregistré une croissance de son économie pendant neuf années consé-

cutives. Aujourd'hui cependant, cette croissance est en train de ralentir. Le FMI prévoit 1,5% de croissance en 2019 et à moyen terme, un chiffre conforme à la plupart des prévisions actuelles. En cause, des risques externes (protectionnisme, Brexit, prix de l'énergie, etc.) mais aussi internes. «Une source de risques domestiques tient à l'essoufflement possible du rythme des

réformes dans le contexte des prochaines élections.» À cet égard, le FMI énonce trois priorités: le budget, la croissance inclusive et la stabilité du secteur financier.

► **Budget.** Le FMI invite le gouvernement à se montrer plus ambitieux en visant une réduction supplémentaire du déficit structurel de 0,5% du PIB jusqu'à ce que l'équilibre soit atteint. «Cela nécessitera des mesures allant au-delà de ce qui est prévu dans le projet de budget pour 2019», prévient Delia Velculescu. Les entités devront mouiller leur chemise également. «Une coordination renforcée à tous les niveaux de pouvoir sera essentielle pour

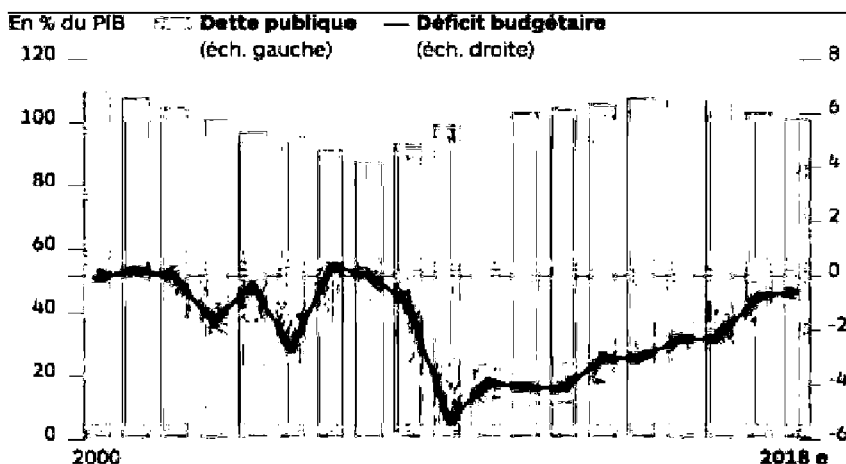
permettre à la Belgique d'atteindre ses objectifs budgétaires.» Reste à voir comment atteindre cet objectif. Pour le FMI, il faut travailler sur les dépenses. Par exemple: réduire les doubles emplois dans l'administration publique, rationaliser la fonction publique, réduire le niveau important des subventions, mieux axer les prestations sociales sur les plus vulnérables. Ce qui n'exclut pas de poursuivre des réductions de charges sur le travail. «Pour autant que leur

neutralité du point de vue des recettes soit assurée, de nouvelles réductions de la fiscalité sur le travail pourraient également être envisagées, ce qui favoriserait l'emploi et la croissance.»

► **Croissance inclusive.** Si le gouvernement reçoit un bon bulletin pour les nombreuses créations d'emploi, le FMI épingle en revanche le faible taux d'emploi de certains groupes vulnérables: jeunes, personnes peu qualifiées et allochtones. Les remèdes préconisés sont multiples: renforcer la qualité de la formation et favoriser l'apprentissage tout au long de la vie. Mais le FMI ne s'arrête pas là. Il faut aussi «une meilleure liaison des salaires à la productivité», «une réforme du régime des indemnités de chômage» et une mise en œuvre du jobsdeal.

► **Stabilité du secteur financier.** Le FMI admet que le secteur financier est devenu plus résilient depuis la crise, mais il note aussi «un net accroissement du crédit» et «un assouplissement des critères d'octroi de crédits». Ce qui a entraîné «un gonflement de l'endettement des entreprises et des ménages et poussé les prix des logements à la hausse». Dans ce contexte, les autorités «doivent surveiller étroitement les vulnérabilités et se tenir prêtes à entreprendre des actions proactives si cela s'avère nécessaire». Concrètement, les autorités belges sont invitées à activer le coussin de fonds propres et revoir le cadre macro-prudentiel.

ÉVOLUTION DES FINANCES PUBLIQUES



Source : FMI

«Il faut des mesures au-delà de ce qui est prévu dans le projet de budget pour 2019.»

DELIA VELCULESCU
CHEF DE LA DÉLÉGATION DU FMI